

Siège social: 15 rue de l'Aumônerie
49080 BOUCHEMAINE

contact@demains.org
www.demains.org



N° 19 - janvier 2021

La covid 19 chez nos partenaires

En 2020, la mondialisation ne concerne plus seulement le système économique. La population mondiale est touchée par la pandémie de la COVID 19. Pour une fois nous sommes tous égaux devant le virus mais, sans surprise, nous ne le sommes plus vraiment quand il s'agit d'y faire face et devant les conséquences des confinements imposés tout autour de la planète.

Dans le présent journal vous trouverez le témoignage de nos deux partenaires en Inde, celui d'un expatrié français vivant à Mumbai et celui de la CODER au Nicaragua ainsi qu'une analyse de la situation au Nicaragua à l'aide d'articles de presse. En Inde, les programmes soutenus par DEMAINS n'ont pas pu se dérouler comme prévu, mais Peter Daniel et Xavier Mariadoss se sont totalement investis auprès des plus vulnérables face à la COVID 19. Ils leur ont notamment fait prendre conscience de l'importance des gestes barrières et de la distanciation sociale. Ils ont apporté de l'aide alimentaire à tous ceux privés de revenus du fait de l'arrêt de l'activité économique et de la demande de travail

journalier. Ils ont essayé de lancer des petites activités sources de revenus ou d'accompagner les enfants dans leur scolarité alors que les établissements scolaires sont toujours fermés.

Au Nicaragua, bien que le gouvernement n'ait pris réellement aucune mesure barrière contre cette pandémie, les représentants du le Ministère de la santé à Cinco Pinos se sont appuyés sur les acteurs locaux pour sensibiliser la population et informer sur les gestes barrières. Cinco-Pinos n'a pas été épargné par la COVID 19 mais le pire a été évité grâce au respect des consignes de protection et de prévention par ses habitants.

En France on a beaucoup entendu parler de l'émergence d'un « monde nouveau ». Nos partenaires n'ont pas attendu la COVID 19 pour le construire. A présent, on n'a rien à perdre à espérer que le monde nouveau soit le fait du plus grand nombre.

Bonne lecture,

Hélène LIABEUF

La COVID19 en Inde

La pandémie Covid 19 et son impact dans le monde entier ont été une surprise en 2020. La pandémie en cours, par le confinement qu'elle a provoqué, nous affecte durement. Elle affecte encore plus les plus pauvres ou défavorisés, chez nous et ailleurs.

Cette pandémie a atteint l'Inde. Le premier cas de Covid 19 a été signalé au Kerala à la fin du mois de janvier 2020, la maladie s'est rapidement propagée à tous les États de l'Inde à travers les

personnes qui ont voyagé et sont venues en Inde. Il y eu 4 décisions de confinement du 22 mars à la fin mai 2020. L'incertitude prévaut. Le mode d'infection, le désastre qu'il a créé sur la vie des gens, la lutte des marginalisés et vulnérables pour faire face à cette pandémie et gérer leurs moyens de subsistance est un défi de taille. Les confinements ont créé une sorte de panique pour les gens quant à leur avenir.

Voici la relation des évènements (d'après lepetitjournal.com et le journal Le Monde)

Le confinement de la population a été décidé le 22 mars avec une application immédiate et des contrôles qui ont parfois dégénéré en violence, en particulier vis-à-vis de populations d'origine rurale émigrées dans les grandes métropoles qui ont souhaité retourner dans leur famille au village.

Le 24 mars à 20h, le Premier Ministre, Narendra Modi, demande à 1,3 milliards d'Indiens de rester chez eux dès minuit et de ne sortir qu'en cas de première nécessité : *"La vie humaine est au dessus de tout"*, déclare-t-il à la télévision. Les médias internationaux ont tous considéré cette mesure comme la plus stricte au niveau mondial. L'Inde s'est retirée chez elle et un calme irréaliste s'est abattu sur le pays.

Le 15 avril à 11h, Narendra Modi s'adresse à nouveau à la population et annonce l'extension du confinement jusqu'au 3 mai avec un

relâchement possible dans les zones non à risques à partir du 20 avril : *"La vie humaine est toujours prioritaire, mais l'activité économique est importante,"* dit-il. Les frontières inter-états sont encore fermées et les problèmes de logistique des industries s'intensifient.

Le 1er mai, c'est par une ordonnance du ministère de l'Intérieur que les Indiens apprennent la nouvelle extension du confinement jusqu'au 17 mai. Cependant, des mesures de relance de l'activité économique sont prévues dans les zones non à risques.

Le 4 mai, quelques-uns (moins de 20%) des magasins autorisés à vendre de l'alcool à Delhi peuvent rouvrir (150 pour 20 millions d'habitants). Dès 9 heures du matin, de gigantesques queues de parfois près d'un millier de personnes agglutinées les unes aux autres sous une chaleur de plomb, se forment

devant ces magasins. Rapidement, les attroupements deviennent incontrôlables, et la police intervient pour contenir ou disperser les clients à coups de "lathis" (bâtons). En fin de matinée, les magasins, débordés, ont de nouveau baissé leur rideau, laissant hagards des milliers de consommateurs privés d'alcool depuis six semaines.

Ajoutant à la confusion, le gouvernement de Delhi annonce, dans la soirée, l'imposition d'une « taxe spéciale coronavirus » entraînant une hausse de 70 % du prix des bouteilles d'alcool, à compter du mardi 5 mai.

La décision du gouvernement central d'interdire toute vente d'alcool, depuis le 23 mars, n'a pas pénalisé que les consommateurs, mais aussi les États qui en perçoivent les taxes. La manne provenant de la vente d'alcool représente entre 10 % et 15 % des recettes des gouvernements

locaux. Les caisses de l'État de Delhi sont presque vides et le gouvernement est en difficulté pour payer les salaires de ses fonctionnaires.

Il est à noter que, malgré la prohibition (totale dans le Gujarat, l'ancien fief de Modi, et le Bihar, partielle dans les autres États), l'Inde est devenue le premier producteur mondial de whisky. Parmi les dix marques les plus vendues au monde, huit sont indiennes.

Le 12 mai, le Premier Ministre, dans une nouvelle allocution télévisée, annonce encore une extension du confinement, cette fois-ci jusqu'au 31 mai et lance le nouveau mantra pour le pays : être autonome. Il

indique la mise en place d'un plan de relance économique qui devrait représenter 10% du PNB du pays.

Le 25 mai, le trafic aérien domestique reprend en partie. Les trains circulent pour rapatrier les travailleurs journaliers émigrés dans d'autres États vers leurs villages natus. Les mouvements de population un temps complètement à l'arrêt ont repris.

Le 31 mai, une ordonnance du ministère des Affaires Étrangères stipule l'extension du confinement jusqu'au 30 juin tout en autorisant la plupart des activités à partir du 8 juin. Cependant, les frontières externes du pays

restent toujours fermées et le trafic aérien international interrompu pour les passagers sauf vols spéciaux de rapatriement. Hormis le Maharashtra et le Rajasthan qui ont décidé de garder certaines restrictions en place, notamment en n'autorisant pas la réouverture des centres commerciaux, tous les autres États appliquent les directives du ministère et l'Inde se déconfinement rapidement.

Mais les établissements d'enseignements, écoles, lycées, publics, privés... restent fermés. Beaucoup sont encore fermés en décembre (en Andhra Pradesh, à Mumbai...)

(lepetitjournal.com, Le Monde)

Face à cette épidémie, nos partenaires très inquiets se sont organisés pour venir en aide aux familles en difficulté avec lesquelles ils sont en contact. C'est le cas aussi bien de Peter Daniel en Andhra Pradesh, que de Xavier Mariadoss de PCTC au Tamil Nadu.

Covid-19 en Andhra Pradesh

Nous soutenons depuis trois ans, l'association VRO (Village Reconstruction Organisation, <https://www.vroindia.org>) dont notre correspondant, Peter Daniel, est maintenant le directeur opérationnel. DEMAINS finance une petite part d'un programme de développement élaboré par VRO pour des communautés rurales *dalit*, tribales ou de classes défavorisées (BC) de l'Andhra Pradesh, visant à briser pour elles le cercle vicieux de la pauvreté et de la relégation sociale. Ce programme

CER (Child Education and Rights) s'attache en priorité à l'éducation scolaire et sociale des enfants, mais également à la formation professionnelle des jeunes et à l'émancipation et la responsabilisation des femmes. Nous soutenons ce programme dans 5 villages de l'Andhra Pradesh.

Devant la montée des cas de Covid-19 recensés en mars, le gouvernement central de l'Inde a imposé un confinement strict. Ce confinement,

effectif en Andhra Pradesh du 25 mars au 8 juin 2020, a durement frappé les familles de journaliers, ce que sont la majorité des dalit ou BC.

ressources, là où l'association travaillait : Une première distribution a eu le 4 avril, sur la décharge de Guntur, pour 63 familles,

VRO s'est organisé pour distribuer rapidement la nourriture de base indispensable aux personnes sans



Et le 8 avril, dans le mandal (arrondissement) de Repalle*, pour 1200 familles de la tribu des Yanadi



*pour localiser ces villes et villages du district de Guntur, voir wikipedia.

D'autres distributions ont ensuite eu lieu régulièrement pour ces familles, pour les familles Yanadi de Namburu*, d'autres familles tribales du centre du district de l'East Godavari, les travailleurs migrants venus du Jharkhand (État voisin de l'Andhra Pradesh), plus de 1700 personnes en quarantaine dans le district de Guntur, les habitants du bidonville de Sattenapalle*, les réfugiés sri-lankais et

les lépreux de Vetapalem*, 30 personnes handicapées à Machavaram* ...

Le 20 juin, après la fin du confinement, une fête a été organisée dans la ville de Piduguralla*, à une quinzaine de km de Machavaram, en l'honneur de VRO qui avait nourri ces personnes handicapées pendant pendant toute la durée du confinement



Et le 26 novembre, VRO a reçu à Guntur, un prix attribué par le gouvernement local aux ONG qui ont le mieux servi les victimes du confinement.

(photo Peter Daniel)



VRO s'est aussi mobilisé pour aider la population à résister au mieux à la pandémie. Les volontaires qui allaient visiter les familles dans les villages, dans

le cadre du programme CER, pour veiller à la scolarisation des enfants, former les parents... sont allées les visiter pour leur expliquer comment se protéger. Dès la fin

du mois de mars, elles ont distribué des masques aux adultes.

Le rapport reçu le 12 avril, à la fin de l'année scolaire, note que « Mrs.

B. Santhoshi, l'animatrice de la formation professionnelle des jeunes et le responsable de projet ont distribué des masques à tous les enfants et à leurs parents. »



Et Peter Daniel nous écrit le 3 juin :
« *Nous allons tous bien ici et le confinement prend fin le 8 juin mais les cas de Covid-19 sont en hausse. En seulement 5 jours, ils ont augmenté de 50 000 pour toute l'Inde. En Andhra Pradesh, la situation est similaire. Mais nos volontaires dans les villages travaillent à conscientiser les gens pour qu'ils observent les règles de sécurité : hygiène individuelle et distanciation sociale. Que Dieu nous bénisse tous.* »

Maintenant qu'en est-il des programmes d'éducation et de formation ?

Les établissements d'enseignement n'ont pas rouvert après les "grandes vacances", qui ont lieu traditionnellement de fin avril à fin juin, période de très grande chaleur. Ils sont toujours fermés mais devraient rouvrir à la fin de l'année.

Les écoles privées et certaines écoles publiques ont mis en place des cours en ligne. Ces cours sont inaccessibles aux enfants pauvres, privés d'équipement. Mais le gouvernement de l'Andhra Pradesh dispense des cours télévisés de 9h à 14h pour toutes les classes du CP à la Seconde. Ces cours peuvent être accessibles à un grand nombre d'enfants

parce que dans la plupart des maisons, dans les villages, il y a un appareil de télévision (on en voit même dans les maisons pauvres, au sol en terre battue). Maintenant, ces cours sont-ils réellement suivis par les enfants si leurs parents travaillent et ne sont pas là pour y veiller ?

Les études dirigées du soir n'ont pas pu avoir lieu parce qu'il est interdit de rassembler les enfants dans un même endroit. Le Parlement des enfants n'a pas pu démarrer non plus. Mais les assistantes sociales de VRO se sont dépensées pour motiver les enfants afin qu'ils suivent les cours télévisés régulièrement. Elles sont allées chez eux pour vérifier le travail de chacun. Leur salaire et leur frais de déplacement leur ont été payés. Les cartables, les cahiers et autre petit matériel ont été achetés mais pas distribués. Dès que les écoles seront rouvertes, les cours du soir reprendront et les cartables seront distribués.

Les différents programmes de formation des jeunes ont démarré le 1er octobre dans tous les villages. Les formations

dans les centres démarreront bientôt. Les programmes de promotion des femmes suivent leur cours habituel.

Le 20 novembre, Peter Daniel écrit :
« Nous allons tous bien ici ; grâce à Dieu, dans les 170 villages où nous travaillons, personne n'a été malade. Merci à nos volontaires qui ont travaillé dur pour motiver les gens à prendre soin de leur

santé en cette période de pandémie. C'est notre plus grande réussite, en vérité. Le travail avance à une vitesse d'escargot. Nos écoles ne sont toujours pas ouvertes. Le gouvernement a l'intention de les ouvrir le mois prochain. Nous faisons fonctionner le programme de formation des adultes dans les villages et dans les centres. Pas encore à son plein régime. »

Pendant ce temps, l'industrie pharmaceutique indienne travaille, elle, à plein régime.

Le Serum Institute of India (propriété d'une famille parsie, sixième fortune du pays), produit déjà à Pune, au rythme de 1,5 millions de flacons par semaine, un vaccin mis au point par l'université d'Oxford et un laboratoire anglais. C'est un pari car la production a été décidée avant même que le vaccin ait obtenu son autorisation de mise sur le marché (le feu vert est attendu pour janvier). 400 personnes ont été embauchées en avril et la production a commencé en mai. Fin novembre, cinq lignes de production supplémentaires sont en construction, entièrement consacrées au Covid-19

(Journal Le Monde, 28 novembre)

Comme partout dans le monde, la pandémie a ajouté aux difficultés des personnes et aux tensions sociales. La résilience, face aux difficultés matérielles comme à l'isolement, est plus grande là où des réseaux de solidarité existent. La société indienne, moins individualiste que la nôtre, et plus jeune, est peut-être mieux armée pour résister. Mais la politique de Modi qui attise les tensions entre communautés, les "infor" qui y circulent comme partout ailleurs (les autorités nationalistes hindoues ont accusé les musulmans d'avoir été un vecteur important de la propagation du virus), le rêve d'un retour à des temps considérés comme meilleurs où « les autres » pouvaient être ignorés, n'aident pas à pacifier une société où la violence est toujours prête à faire explosion.

La covid à PCTC (Tamil Nadu)

PCTC (People Craft Training Center, Centre de formation professionnelle) est une association fondée en 1991 et dont la mission principale est de venir en aide aux familles ayant la charge d'un des leurs - souvent un enfant - ayant un handicap. Son siège est à Karyandal, village

du district de Tiruvanamalai, au sud-ouest de Chennai (Madras). Elle est dirigée par son fondateur, Xavier Mariadoss. Demains soutient cette association depuis 2016.

Quel impact de la covid19 sur notre partenaire PCTC ?

Fin mai, le Tamil Nadu (Etat de Chennai) avait plus de 14 000 infections.

A cette même date, le district de Tiruvannamalai avait 171 infections, en augmentation de jour en jour. Cette infection n'est survenue que pendant la quatrième période de confinement. PCTC doit attendre et observer le développement de l'épidémie.

Même si le confinement était levé, PCTC a décidé d'arrêter ses interventions dans la communauté du village jusqu'à la fin du mois d'août au minimum.

Une réunion avec les responsables de la communauté et le personnel de PCTC a eu lieu le 22 mai 2020 pour élaborer une stratégie pour la suite des actions. Il était évident que l'impact de Covid 19 allait durer longtemps. Les gens devaient considérer la situation de manière volontaire et prendre les précautions nécessaires.



Les responsables communautaires ont souhaité lancer une activité économique par le biais de groupes d'entraide. Il a été proposé qu'ils forment un « groupe de responsabilité solidaire » (joint liability group - JLG) dans le secteur et créent un capital social en apportant 1000 roupies. PCTC apportera un montant équivalent et encouragera les activités agricoles. Ce sera l'activité principale de PCTC au cours des 6 mois suivants. PCTC organisera les formations nécessaires.

UNE AIDE BIENVENUE AUX FAMILLES EN DIFFICULTE

Dès le début de l'épidémie, PCTC a voulu apporter une aide d'urgence aux familles les plus en difficulté. On peut aisément imaginer, en effet, ce que sera le quotidien de familles sans moyens n'ayant plus la possibilité de sortir pour exécuter les petits travaux qui leur assurent la survie dans le meilleur des cas.

Une distribution aux familles confinées avec des enfants handicapés, a été organisée par PCTC. Des sacs de nourriture (riz, lentilles, huile, oignons, pommes de terre, épices diverses) leur ont été fournis. Chaque sac contient la quantité suffisante pour 15 jours par famille. Son coût de revient est de 1000 roupies soit environ 15 €.

Xavier Mariadoss, responsable de PCTC, a fait appel à la solidarité nationale et internationale. Demains a répondu à cet appel et a pu réunir une somme de plus de 2 630 €, soit 200 sacs de provisions.

PEOPLE'S CRAFT TRAINING CENTER

Add to cart a grocery bag!

With your support
50 grocery bags are
being distributed to
People with disability
in the villages of
Tiruvannamalai

Each bag contains :

Rice	10 kgs
Toor Dal	1 kg
Oil	1 litre
Onions	1 kg
Potatoes	1 kg
Turmeric Powder	1 packet
Chilli Powder	1 packet
Corriander Powder	1 packet

**Help us reach out to more disabled people,
Let us lift each other up in the fight against Covid-19!**

Quelques exemples de familles qui ont été soutenues

Santhosh est un jeune homme atteint d'infirmité motrice cérébrale. Il a appris la couture grâce au programme de formation professionnelle de PCTC et a obtenu un emploi dans une usine de confection. Santhosh avait l'habitude de gagner 3000 roupies par mois avant que le confinement national ne ferme toutes les usines de confection. Ayant perdu son mari à cause de la tuberculose, sa mère Deivanai, a dû travailler comme journalière pour gagner sa vie et celle de ses 3 enfants. Les deux derniers mois ont été difficiles pour Santosh et sa mère, car ils ont perdu leur emploi et leur source de revenus. Avec 3 enfants à nourrir, toute aide de notre part pour Fire provision la nourriture est un grand soulagement pour Santhosh et sa famille.



Harish est un étudiant qui est diagnostiqué avec un retard mental. Il vit avec ses parents et son frère dans une maison en location. Son père Murugan est cuisinier dans le restaurant local, gagnant 250 roupies / jour. Sa mère Jayanti travaille dans une usine de confection. En raison du confinement, les deux sont incapables de travailler et de gagner leur vie. Harish est actuellement le seul membre de la famille de 4 personnes qui reçoit une allocation du gouvernement de 1500 roupies, ce qui est juste assez pour payer le loyer de la maison. La famille de Harish dépend de la ration alimentaire du gouvernement et du sac d'épicerie de PCTC pour passer la période de confinement.



Vandhana est une enfant autiste de 12 ans. Elle vit avec ses parents et sa petite sœur dans une petite maison en location. Le père de Vandhana est un alcoolique extrême, sa mère est le seul soutien de la famille. Ayant terminé ses études secondaires, elle travaille comme journalière pour le gouvernement. La famille gère sa vie avec 3000 roupies par mois. Même à travers ces moments difficiles, l'allocation gouvernementale de Vandhana de 1000 roupies est économisée pour son avenir chaque mois.



Gopika est une jeune fille de 17 ans souffrant de troubles mentaux. Son père Sethu est un alcoolique qui a abandonné sa famille il y a 7 ans. Elle a également un jeune frère handicapé. Sans maison ni terrain, la mère de Gopika, Siva Gangai, travaille comme journalière sur les chantiers de construction. Sous le confinement national actuel, elle est incapable de trouver du travail pour gagner sa vie.



Vinoth est un chauffeur de camion de 33 ans. Il y a deux ans, on lui a diagnostiqué une maladie artérielle périphérique qui l'a conduit à l'amputation d'une jambe. Depuis, Vinoth est confiné à son fauteuil roulant, incapable de travailler. Il est marié et père de deux enfants. Sudha, sa femme a reçu une machine à coudre gratuite afin qu'elle gagne sa vie et subvienne aux besoins de sa famille. Ce confinement lui a occasionné des difficultés pour payer le loyer de leur maison.



Jeyakumar, âgé de 40 ans, marié et ayant deux enfants adolescents, est une personne touchée par la polio. C'est un tailleur. Il travaillait dans une usine de confection qui a été fermée en raison du confinement. Il ne peut pas compter sur le soutien de sa femme pour augmenter le revenu familial. Il est né avec trois autres frères et sœurs, dont deux sont handicapés. Ce fut un grand combat pour lui pour atteindre son objectif. Il a pu faire des travaux de couture à la maison avec lesquels il a pu gagner environ 2000 roupies.



« Merci à toutes les personnes généreuses qui ont apporté cette aide opportune, qui nous a permis de donner un coup de main aux personnes dans le besoin. C'est une excellente occasion pour comprendre la réalité et se comporter en citoyen responsable. Avec l'argent qui reste, chaque fois qu'il y a un appel de la communauté, nous évaluons la situation et procédons au soutien. Oui, c'était une expérience émouvante avec beaucoup de douleurs exprimées. »

Xavier Mariadoss.

La situation en octobre

Lettre de Xavier Mariadoss

Permettez-moi de remercier chacun d'entre vous pour l'attention que vous nous avez manifestée à l'époque de la covid19. Je souhaite également que chacun de vous soit en bonne santé. Restez en sécurité et soyez béni.

La Covid19 est un défi pour nous tous. Au début, il y avait plus d'infections à Chennai, car des tests plus nombreux y ont été menés. Plus tard, la maladie s'est répandue dans d'autres villes, et maintenant dans les villages. C'est vraiment inquiétant de voir des infections même dans les petits villages. La contagion ne cesse d'augmenter et nous ne savons pas quand nous atteindrons le pic. Le gouvernement a libéralisé la circulation des personnes car elles doivent avoir des revenus. Nous ne pouvons prévoir aucune solution au problème dans un proche avenir. Le confinement actuel décidé par le gouvernement continuera jusqu'à fin octobre 2020.

Comme cela a été rapporté plus tôt, nous avons suspendu toutes nos activités avec les enfants pour le moment. Cela peut durer jusqu'à ce que les choses redeviennent normales dans les villages et que nous soyons en sécurité lors de nos contacts avec les enfants. Le personnel reste en relation avec eux grâce au télé-conseil.

Cela conforte encore une fois notre conviction que les moyens de subsistance des groupes vulnérables et des personnes handicapées sont la question centrale qui doit être abordée. Maintenant, une équipe du personnel rend visite aux adultes handicapés avec toutes les précautions nécessaires pour mettre à jour les bases de données et pour la promotion de groupes d'entraide (SHG) parmi eux.

Jusqu'à maintenant, nous avons formé 94 SHG. Notre enquête récente montre que seuls 38 SHG sont fonctionnels parmi eux. Ces groupes ne fonctionnent pas bien pour

diverses raisons. Après avoir identifié ces raisons, nous les soutiendrons jusqu'à ce qu'ils deviennent fonctionnels.

Nous avons mis en place un objectif et évalué les groupes. Nous les soutenons pour atteindre l'objectif suivant. A terme, ils doivent devenir une petite entreprise avec une activité économique. Déjà nous sommes en contact avec une agence marketing, qui est également une ONG, œuvrant pour la commercialisation de toutes sortes de produits biologiques.

Objectifs pour les SHG.

- 1. Identification des membres intéressés parmi les personnes handicapées.*
- 2. Les former à l'action en groupe.*
- 3. Les former à la comptabilité.*
- 4. Réunions régulières, petites économies.*
- 5. Echanges et prêts entre eux pour une petite activité économique.*
- 6. Notation des groupes après 6 mois.*
- 7. Appui pour bénéficier d'un prêt bancaire pour le groupe.*
- 8. Subvention de contrepartie pour l'activité économique conjointe de PCTC.*
- 9. Liens pour la commercialisation de leurs produits.*
- 10. Création d'une société de production sur une base coopérative.*

Avec ce plan de travail, nous agissons avec une petite équipe de notre personnel. A chaque étape, les parties prenantes sont impliquées.

Nous avons également utilisé ce temps de Covid19 pour enseigner à notre personnel la préparation des intrants organiques en agriculture et les techniques de greffage pour différents arbres fruitiers. Le mois dernier par exemple, ils ont réalisé plus de 200 nouvelles greffes.

En vous remerciant de tout votre soutien, nous vous tiendrons au courant des développements.

Et ailleurs en Inde ?

La Covid-19 à Mumbai

Témoignage

Ceci est plus un témoignage de ce que j'ai pu observer et entendre, qu'une analyse documentée de la réaction de la société indienne face au Covid-19. Je dois préciser que je n'ai pas vécu le confinement en Inde. Je suis rentré en France juste avant, le 17 mars, et ne suis retourné à Bombay que le 12 septembre. Le confinement était alors déjà terminé.

Des expatriés que je connais, la plupart sont rentrés dans leur pays, soit juste avant le confinement, soit quelques mois plus tard, lorsque les gens ont réalisé que la situation s'installait plus durablement qu'ils ne l'avaient imaginé initialement.

Dans certaines parties du pays – surtout celles où les étrangers sont rares – le quotidien était devenu oppressant voire dangereux pour ces derniers. Au début de la pandémie, les gens en Inde étaient mal informés ; le premier pic de l'épidémie s'installait en Europe et, disaient les médias, la Chine commençait à en réguler la propagation. La presse et la TV indienne parlaient principalement du virus en Occident, et la population indienne a interprété ces informations : le virus venait d'Europe. Il y a eu des cas où les étrangers ont été pris à partie ou menacés. Parfois la police a dû intervenir, et les victimes être installées dans des hôtels pour leur protection. Le consulat français a mis en place un système pour que les Français se sentant mal à l'aise puissent contacter d'autres compatriotes volontaires, vivant dans des villes plus tolérantes, et y aller faire de la colocation.

L'épidémie de Covid a, de façon certaine, précipité le retour définitif d'expatriés dans leur pays.

J'aurais cru que les Indiens vivraient cette pandémie de façon plus sereine que les Occidentaux. Il me semble en effet que les gens en Inde ont une endurance et une résilience bien plus grande que la nôtre face aux épreuves et aux désagréments.

Par exemple, la démonétisation de 2016 n'a créé aucune forte vague de mécontentement. Pourtant, du jour au lendemain et sans aucune annonce préalable, trouver de l'argent liquide est devenu extrêmement difficile ; la plupart des « petits » magasins, et la totalité des vendeurs dans les rues ou les marchés ne prennent bien entendu pas les cartes bancaires. Et cette situation a duré plusieurs mois. Il est assez facile d'imaginer ce qu'une telle situation aurait provoqué en France. En Inde, il ne s'est rien passé, les gens se sont adaptés.

En discutant de l'épidémie avec mes collègues, j'ai entendu, au contraire, des témoignages très similaires au ressenti européen : des personnes inquiètes pour leurs parents âgés, d'autres devant faire face à la solitude. Certains ont très peur du virus, pour eux ou leurs proches – plusieurs de mes collègues ont, encore maintenant, peur de revenir au studio –, d'autres ne s'en inquiètent pas.

Les employés d'Ubisoft s'estiment toutefois heureux d'avoir pu conserver leur travail et leur salaire complet tout au long de l'épidémie. Bon nombre de compagnies ont

réduit les salaires avant de ne plus les verser du tout, et de licencier beaucoup d'employés. Les gens ont peur de perdre leur travail et les employeurs en profitent

Paradoxalement, les « petites mains » manquent désormais en ville, et les restaurateurs, par exemple, peinent aujourd'hui à trouver de la main d'œuvre. Au début du confinement, tous ces journaliers n'ont plus eu le droit de travailler et se sont retrouvés sans revenu. Beaucoup ont dû quitter les villes pour retourner auprès de leur famille dans les campagnes et ne sont pas revenus depuis.

Il semble également que la situation ait été encore un peu plus difficile pour les femmes. Certaines de mes collègues, en plus de leur travail, ont dû assumer les tâches domestiques puisque les « maids » n'avaient plus le droit de venir dans les foyers. Et les maris ne participent pas beaucoup à la cuisine ou au ménage.

L'école se fait encore par visioconférences et certains parents ont dû retirer leurs enfants des classes par manque de revenu.

Je n'ai pas pu suivre ou avoir de témoignage de l'impact de l'épidémie sur la vie dans les bidonvilles. L'hécatombe à laquelle on pouvait s'attendre, étant donné les conditions sanitaires et de promiscuité qui y règnent, ne semble heureusement pas être arrivée. Aujourd'hui, lorsqu'on passe à côté des bidonvilles, la vie paraît y avoir recommencé.

En se promenant dans la rue, on voit maintenant autant de personnes portant le masque sur le nez que de personnes sans masques ou le portant sous le menton ; souvent, cela dépend du quartier. Il faut dire que le port du masque par grande chaleur est particulièrement pénible. Les habitudes ayant la vie dure, les gens enlèvent volontiers leur masque pour discuter, éternuer ou cracher par terre...

Bien que les choses n'aient pas retrouvé l'ordre d'avant la Covid, la situation en Inde semble se détendre. Les bars et restaurants ont rouvert jusqu'à 11 heures le soir, les rickshaws et taxis fonctionnent à nouveau, j'ai appris récemment que la station de ski Gulmarg au Cachemire était ouverte..



Même Diwali ne semble pas avoir affecté l'évolution du nombre de cas de manière critique. Affaire à suivre...

Vincent Maury

La Covid 19 à Cinco Pinos (Nicaragua)

La déconcertante politique sanitaire du Nicaragua

Le premier cas de covid19 a été confirmé au Nicaragua le 18 mars 2020. Depuis lors, l'approche du régime Ortega face au problème a été caractérisée par le laisser-faire.

Début avril 2020, les cas de coronavirus sont assez peu nombreux en Amérique Centrale ; mais les gouvernements de ces pays prennent cette menace très au sérieux et des mesures de confinement ont été mises en place dans tous les pays de la région. Dans tous les pays... sauf au Nicaragua. Aucune disposition spécifique n'a été prise et les recommandations officielles se limitent au lavage des mains. Les autorités promeuvent manifestations et fêtes populaires, et ni les parties de football ni les rencontres de baseball n'ont été suspendues.

Depuis l'arrivée du coronavirus dans la région, le Nicaragua a été le seul pays à ne pas avoir fermé ses frontières, à ne pas avoir suspendu les cours et à ne pas avoir restreint la mobilité de ses habitants. Au contraire, il a mis en place une politique de « normalité » en promouvant des manifestations malgré la pandémie. Selon les spécialistes, cette attitude a entraîné une "surmortalité".

Le 1 avril, Rosario Murillo (vice-présidente) est apparue à la télévision nationale et a déclaré que « Dieu protégerait la nation de l'épidémie ». Le gouvernement a redoublé d'efforts pour promouvoir le tourisme international alors même que les neuf compagnies aériennes internationales qui desservaient Managua ont fermé leurs portes.

Le 8 avril, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA a publié une déclaration selon laquelle le refus du gouvernement nicaraguayen de

prendre la pandémie au sérieux « compromettrait la jouissance par l'ensemble de la population de droits tels que les droits à la vie, à la santé et à l'intégrité personnelle ».

Le gouvernement a dit aux Nicaraguayens de continuer à vivre normalement en assistant à des événements sportifs, à des rassemblements religieux et à d'autres réunions publiques. Les autorités ont également activement encouragé les gens à continuer à voir leurs proches.

Daniel Ortega, a fait sa première ré-apparition le mercredi 15 avril après 34 jours d'absence, et lors d'une allocution transmise par les chaînes de la télévision publique il a écarté toute mesure de confinement pour lutter contre la propagation du coronavirus. « *Malgré la pandémie, nous n'avons pas cessé de travailler (...), car si on arrête de travailler, c'est la mort du pays. Ce qui est important, c'est que nous continuions à travailler, et à observer consciencieusement et avec discipline les normes, au fur et à mesure qu'elles sont édictées par le système de santé.* » « *C'est un avertissement de Dieu aux grandes puissances, qui nous dit : "vous faites fausse route en dépensant des milliards de dollars en bombes atomiques, en bases militaires et en alliances militaires"* ».

Le 5 mai, le gouvernement n'avait reconnu que 16 cas d'infection par la COVID-19, bien que des observateurs indépendants aient estimé que le nombre réel était supérieur à 1 000.

Aucune mesure de contention de l'épidémie ou de protection des professionnels de la santé n'a été prise jusqu'à récemment. Allant contre les recommandations

de l'OMS, aucune école n'a été fermée, bien que la présence des enfants en classe soit en nette diminution. L'économie suit son cours presque « normal », tandis qu'il est recommandé aux magasins de rester ouverts pour éviter les effets négatifs sur une économie nationale déjà fort mal en point.

En outre, le gouvernement d'Ortega n'a pas évité les événements de masse. Tout au contraire, il en organise. Ainsi, le 16 mars 2020, le gouvernement appelle à une marche « Amor en tiempos del Covid-19 » (Amour en temps de Covid-19) afin de « combattre » l'épidémie, à laquelle étaient conviés, de gré ou de force, les employés des administrations de l'État et les membres du Front sandiniste de libération nationale (FSLN, parti de gauche au pouvoir, dont est issu le président Ortega). Cette marche a lancé une série d'autres événements publics qui se sont multipliés pendant la période post-mi-mars, regroupant un nombre croissant de Nicaraguayens : activités touristiques, sportives, culturelles, récréatives et religieuses promues par le gouvernement.

En juin 2020, il est difficile de connaître avec certitude la réalité de la pandémie au Nicaragua. À en croire les autorités, le covid19 aurait fait 55 morts. Mais l'Observatoire citoyen Covid-19, issu de la société civile, décrit, lui, une réalité plus sombre : il évoque déjà 1 398 décès. Un grand écart qui témoigne du trouble suscité par la gestion de Daniel Ortega, qui dirige le Nicaragua d'une main de fer depuis 2007.

La préoccupation est grande, pour ce pays de près de 6,5 millions d'habitants, notamment de la part de l'Organisation Panaméricaine de la Santé, qui a exprimé son « inquiétude » face à l'absence quasi totale de directives gouvernementales. Selon PEN Nicaragua, organisme de défense des droits de l'homme, le pouvoir

tente même de minimiser l'ampleur de la pandémie « *en menaçant les proches des défunts et même le personnel de santé pour taire la véritable cause de la mort* ».

Les hôpitaux publics sont débordés. Dans un pays où plus de 30% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, seuls quelques rares privilégiés des grandes villes ont accès aux cliniques de santé qui procurent des soins de qualité, avec le matériel adéquat, mais qui sont privées et très coûteuses. Devant les hôpitaux publics au contraire se forment de longues files d'attente où se mêlent visiteurs et malades, sans mesure de distanciation physique. Les pharmacies sont quant à elles en rupture de stock, ne pouvant distribuer ni masques, ni gel hydroalcoolique, ni même dans certains cas médicaments de base. Dans les hôpitaux publics, le personnel de santé travaille sans protection. Avec ce double système de santé qui ne bénéficie qu'aux plus riches, dans le second pays le plus pauvre du continent américain, la pandémie est avant tout devenue l'affaire des plus pauvres.

Les enterrements se multiplient, prenant la forme d'« enterrements express » (réalisés pendant la nuit et avec interdiction de veillée funèbre), tandis que les hôpitaux déclarent, sans test aucun, la multiplication des décès par pneumonie ou arrêts cardiaques. Les décès dans les rangs sandinistes (du parti FSLN) se sont multipliés ces deux dernières semaines (ministres, députés, maires, etc.).

A l'occasion des fêtes nationales des 14 et 15 septembre 2020, de nombreuses activités, défilés, manifestations ont été organisés par le gouvernement. Les élèves et les étudiants ont participé à des défilés patriotiques sans réelles précautions sanitaires.

En décembre 2020, le site « Articulo66 » enregistre un regain de cas de covid19 au Nicaragua, sans doute dû au démarrage des fêtes de décembre. En effet lors des manifestations religieuses, la population ne respecte pas les règles de protection. L'observatoire citoyen donne les chiffres suivants pour le Nicaragua de 11557 cas suspects alors que MINSA (ministère de la santé) reconnaît 5887 cas et 162 décès. Cet organisme de citoyens a décompté 2822 décès par pneumonie ou suspicion de covid19. Au sujet des personnels de santé, l'observatoire reporte que 832 d'entre eux ont présenté des symptômes covidien et que 111 en sont morts. Durant les fêtes religieuses de la « griteria¹ (le 7 décembre)» les fidèles sont sortis pour chanter et prier la Vierge Marie sans masques et sans garder les distances physiques.

L'observatoire conclut en faisant un appel à la population pour se protéger et pour suivre les règles sanitaires (masques, lavage de main, gel hydro-alcoolique, distance physique, lieu ventilé). Rire, chanter, crier sont des activités qui émettent beaucoup d'aérosols qui peuvent être contaminants. Il insiste sur la

protection des personnes vulnérables (anciens, malades). Ils rappellent que les jeunes peuvent porter le virus de façon asymptomatique et contaminer les autres personnes présentes.

L'organisation panaméricaine de la santé (OPS) a décidé de fournir au Nicaragua jusqu'à 20% de doses de vaccin. En effet le Nicaragua fait partie des pays pauvres qui recevront gratuitement des vaccins. Ce serait 900 000 doses qui pourraient être offertes. L'OPS espère pouvoir fournir les vaccins pour le mois de mars 2021. L'OPS sera vigilante sur les conditions de conservation et de distribution des vaccins dans le pays. Le gouvernement nicaraguayen devra acquérir les doses complémentaires et ce sera sans doute le vaccin Spoutnik V russe qui sera choisi. Le Nicaragua est l'un des 10 pays latino-américains bénéficiaires parce que selon l'OPS il n'a pas les ressources économiques pour acheter les vaccins, mais malgré tout, le régime de Daniel Ortega continue sa campagne de « normalité » sans tenir compte des recommandations de l'OMS et de l'OPS d'éviter les manifestations et à faire usage des masques.

La pandémie du coronavirus et son effet dans la vie des familles de Cinco Pinos

Texte des membres du bureau de CODER, fin décembre 2020

Depuis le début de la pandémie et jusqu'à aujourd'hui, il y a eu 1 décès avec test positif, 3 décès avec symptômes respiratoires sans test, 48 cas positifs avec tests, 150 cas avec des symptômes respiratoires mais sans tests réalisés.

La stratégie du ministère de la Santé MINSA en coordination avec les acteurs locaux a été basée sur les points suivants pour lutter contre la pandémie:

- Réalisation de visites de maison avec l'objectif de sensibiliser les familles

sur la transmission du virus et le danger de la maladie

- Enseignement des mesures préventives - la technique correcte du lavage de main et l'utilisation des moyens de protection (masques, chlore et alcool)
- Tenir propre tous les ustensiles personnels
- Éviter de sortir de sa maison sauf pour faire des achats alimentaires
- Réalisation de journées de fumigation dans les hameaux et dans les maisons
- Visites des maisons pour prévenir le risque de dengue et de leptospirose

(contrôle de la présence de moustiques et de rats).

- Désinfection de tous les services de santé de la municipalité (Centre de santé et dispensaires communautaires).
- Contrôle strict des voyageurs par les services des douanes qui ont donné l'information par différents moyens aux municipalités pour une surveillance et un contrôle appropriés.

Etat actuel de la pandémie dans la commune de Cinco Pinos.

L'alerte « jaune » est maintenue dans la commune, étant donné que le Honduras voisin est en alerte rouge. Les frontières sont de nouveau fermées du fait d'une nouvelle vague. Actuellement, à Cinco Pinos, aucun nouveau cas positif n'a été enregistré depuis 4 mois, mais les autorités de santé et les familles continuent à mettre en pratique les mesures de protection et de prévention mise en place au début de la pandémie.

La principale limite pour lutter contre le coronavirus et les maladies transmises par des vecteurs est le très faible approvisionnement en matériels de protection fournis aux familles par les autorités.

Facteur facilitateur

Les familles se sont organisées elles-mêmes pour se procurer les moyens de

protection et éviter la propagation de la maladie. Le gouvernement a facilité l'accès aux médicaments pour le traitement, la guérison et la réhabilitation des cas positifs.

Les familles de la commune ont bien assimilées les recommandations des autorités du ministère de la Santé et des autres médias.



La « gritéria » est une fête nicaraguayenne en l'honneur de l'Immaculée Conception de Marie apparue au début du XVIII^e siècle. Cette fête religieuse nationale se célèbre dans toutes les villes et villages, avec une mention spéciale pour la ville de Leon d'où cette fête est originaire. On la célèbre la nuit du 7 décembre, veille de la fête catholique de l'immaculée conception de Marie. Les gens parcourent les rues et visitent les différents hôtels élevés en l'honneur de la Vierge Marie dans les églises et les maisons particulières, en priant, chantant et faisant exploser des pétards et des feux d'artifices en criant : « Qui cause tant de joie ? » et en répondant « La Conception de Marie ! ».

Documentation

- Agence France-Presse, 5/06/2020 : COVID-19: des médecins du Nicaragua dénoncent le «culte du secret»
- Biassette Gilles, la croix, 24/04/2020 : Coronavirus : la déconcertante politique sanitaire du Nicaragua
- Calmard Diego, Mexico, la croix, 18/06/2020 : Au Nicaragua, le système D contre le coronavirus
- Collombon Maya : 15/06/2020 : Covid-19 au Nicaragua : la pandémie sous régime autoritaire
- Hurtado Jorge, 14/09/2020: Nicaragua y el Covid-19: entre la falta de información y un Gobierno que anima a aglomerarse
- Le Figaro et AFP, 19/05/2020 : Nicaragua : des «enterrements express» pour cacher la réalité du coronavirus
- Lister Tim, 22/07/2020: Nicaragua's Ortega says Covid-19 is under control, unlike in 'capitalist' countries. Local epidemiologists disagree
- Montova Angeline : 11 juin 2020 : Coronavirus : au Nicaragua, la répression s'abat sur les médecins qui dénoncent l'inaction du régime.
- Montova Angeline : 17/04/2020 : Au Nicaragua, le président Ortega réapparaît et qualifie l'épidémie d'« avertissement de Dieu »
- Newsletter info : Nicaragua : un "culte du secret" du gouvernement Ortega face au danger du coronavirus ? Lettre ouverte de 32 associations de médecins du Nicaragua
- Purcell Richard, 3/11/2020: Nicaragua and COVID-19: A Crisis with No Way Out



Association de solidarité internationale aide, au Nicaragua et en Inde, des associations locales engagées dans des démarches de développement avec les populations. Ces associations sont situées en milieu rural et interviennent dans les domaines de la santé, de l'agriculture de subsistance et de l'éducation.

DEMAINS s'inscrit dans un mouvement de solidarité humaine respectant les valeurs humanistes, et se positionne dans des démarches de développement durable.

DEMAINS agit grâce au soutien de ses adhérents et de ses contributeurs.

*N'oubliez-pas de faire parvenir votre soutien à notre trésorière
Chèque à l'ordre de DEMAINS adressé à :
Aubierge Bacqué, Bât C, 14 av. Victor Tassini, 07130 SAINT PERAY*

*Faites connaître DEMAINS autour de vous
Invitez vos amis et connaissances à nous rejoindre et nous soutenir.*

Siège social: 15 rue de l'Aumônerie
49080 BOUCHEMAINE

contact@demains.org
www.demains.org